



LE MEDIUM

www.journal-lemedium.com

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0639 du 11 au 17 Février 2025- Prix : 250 F CFA

SOMMET MONDIAL SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE :

EDITORIAL :
**JE MOURRAI DE MA
PROPRE MORT** P.6



CINA LAWSON ABORDE P.3
LE SUJET DANS UN PANEL



EDITO
JE MOURRAI DE MA PROPRE MORT

Point n'est besoin de médire sur ma vie, sur mes prises de positions, sur mes analyses de la vie sociopolitique de notre pays.

Nous ne pouvons et ne devons même pas voir les choses de la même façon. Je porte des analyses que j'assume avec fierté et à visage découvert. Je ne me cache pas derrière des pseudonymes pour formuler mes analyses. Je les pense véritablement. Je les assumerai toujours.

La société dans laquelle nous vivons, m'a vu naître un jour. Elle m'a vu et me voit grandir. Elle me verra partir certes un jour. Cependant, ce jour ne sera pas déterminé par vous, qui planifiez des atrocités sur ma vie. Je mourrai de ma propre mort. Les menaces loin de m'affaiblir me renforcent dans mes convictions. Je ne suis pas un mouton pour suivre bêtement un berger. Mauvais ou bon soit-il.

Les gens qui me prennent pour ennemi à abattre, très prochainement, libérez vos pensées, je vous en prie pour votre propre bien. Moi mon seul ennemi, c'est la pauvreté.

Vous perdez votre temps à fonder des histoires sur moi, à médire sur moi pour des intérêts que je ne sais même pas. Vous perdez votre énergie à vous investir chaque jour pour me dénigrer. Sachez que c'est au fruit mûr qu'on lance la pierre. Vous perdez surtout votre temps à planifier ma mort. Vous n'êtes pas DIEU ! Je mourrai de ma propre Mort et dignement ! J'ai dit !

Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23Rue Formatec, Agoè-CAcavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

ENVIRONNEMENT :

LES EFFORTS DE REBOISEMENT GRANDEMENT SALUÉS

Dans le cadre de son programme de reboisement, le gouvernement togolais a une fois de plus célébré les artisans de la verdure à travers la remise des prix aux meilleurs reboiseurs du pays. Cette initiative vise à encourager les populations à restaurer le couvert forestier et à promouvoir une gestion durable des ressources naturelles.

Lancé en 2020, ce concours national est un moyen de reconnaissance et de valorisation des efforts fournis par des acteurs engagés dans la plantation et l'entretien des arbres. Il vise non seulement à accroître la superficie reboisée, mais aussi à sensibiliser les populations sur l'importance de la conservation des forêts. Le programme s'appuie d'ailleurs sur les dispositions de l'article 50 de la loi n°2008-009 du 19 juin 2008 portant Code forestier, qui encourage une telle démarche.

Pour l'édition 2024, les cérémonies de remise de prix se sont tenues dans 5 régions du pays : les Plateaux, la Maritime, la Centrale, la Kara et les Savanes. Dans chacune de ces régions, plusieurs candidats ont été en lice, évalués selon des critères avant d'être sélectionnés pour les distinctions : la super-



Photo de famille avec le ministre de l'Environnement

ficie reboisée, le nombre de plants mis en terre, la densité des arbres par hectare, le taux de réussite du reboisement ainsi que l'entretien des plantations. Ces critères garantissent que les efforts ne se limitent pas à la simple mise en terre des plants, mais englobent également leur suivi et leur entretien pour assurer leur pérennité.

Dans chaque région, une sélection a permis d'identifier les meilleurs reboiseurs, qui ont ensuite été classés selon leurs performances. Ceux qui ont atteint des taux de réussite exceptionnels et des superficies importantes ont été primés pour leur engagement.

Dans la région des Plateaux, 36 candidats issus des 12 préfectures

se sont mesurées les uns aux autres. À l'issue de la sélection, les 3 meilleurs ont été récompensés. Le premier prix, fort de ses 18 603 arbres plantés sur 39 hectares avec un taux de réussite de 95 %, a reçu une enveloppe d'un million de francs CFA. Le deuxième et le troisième prix ont empoché respectivement 700 000 et 500 000 francs.

Dans la région maritime, la palme est revenue à un candidat ayant reboisé 13 hectares avec une densité de 2 000 arbres par hectare, ce qui lui a valu un chèque d'un million de francs CFA. Ses dauphins, ayant planté sur 5 hectares et 2,5 hectares avec des taux de réussite avoisinant les 90 %, ont

également été primés. Quant à la région centrale, sur les 15 candidats en lice, 3 ont été distingués. Le premier prix a reçu la somme de 1,2 million de francs CFA, tandis que le deuxième et le troisième ont bénéficié d'une dotation plus modeste.

Dans les Savanes, la compétition était tout aussi relevée. Le premier prix s'est vu attribuer 1,2 million de francs CFA, suivi de récompenses de 1 000 000 de francs et 750 000 francs pour le deuxième et le troisième. Un accent particulier a été mis sur l'importance de l'entretien des arbres pour garantir leur croissance et lutter efficacement contre la désertification.

Enfin, la région de la Kara a vu 21 reboiseurs s'affronter. Le trio de tête a été récompensé à hauteur d'un million pour le premier prix, 700 000 pour le deuxième et 500 000 pour le troisième. Les efforts conjugués des reboiseurs ont permis au Togo d'atteindre 9,14 millions d'arbres plantés en 2024, couvrant une superficie de 11 544 hectares. Une dynamique qui s'inscrit dans un mouvement national initié depuis 2021 et qui témoigne de l'adhésion des populations à l'ambition verte du pays.

TAXE SUR LES VEHICULES A MOTEUR (TVM) :

Tarifs ...et mode de paiement

La Taxe sur les véhicules à moteur (TVM) est un impôt local, recouvré au profit des collectivités territoriales, notamment les communes et les régions. Instituée en décembre 2018, cette taxe est entrée en vigueur à depuis le 1^{er} janvier 2019.

Le paiement de la TVM est simple, notamment via l'application OTR-TVM, téléchargeable Google Play, ou dans tous les centres des impôts sur toute l'étendue du territoire national et au guichet de l'OTR à la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF).

Le non-paiement de cette taxe expose le contrevenant à des sanctions, notamment la majoration de la taxe.

Notons que les tarifs, ci-dessus, sont réduits de 50% pour les redevables de la TPU des transporteurs routiers.

@macite.tg

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

LES TARIFS EN VIGUEUR DE LA TAXE SUR LES VEHICULES A MOTEUR (TVM)

MOTOCYCLETTES	
Cylindrée	Tarif (FCFA)
Moto de moins de 125 cm ³	0
Moto de plus de 125 cm ³	15 000
Moto à trois (03) roues	40 000

VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE PERSONNES	
Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Moins de 5 CV	5 000
De 5 à 7 CV	10 000
De 8 à 11 CV	15 000
De 12 à 15 CV	20 000
De 16 à 20 CV	30 000
Plus de 20 CV	40 000

VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES & AUTRES	
Puissance fiscale	Tarif (FCFA)
Moins de 5 CV	20 000
De 5 à 7 CV	30 000
De 8 à 11 CV	40 000
De 12 à 15 CV	45 000
De 16 à 20 CV	50 000
Plus de 20 CV	55 000

SUSPENSION (EN 2025)	
Véhicules exclusivement réservés au transport professionnel de personnes et de marchandises	0

NB :

- Paiement avant le 31 mars 2025
- Début des contrôles : 1^{er} avril 2025

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

SOMMET MONDIAL SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE :

CINA LAWSON ABORDE LE SUJET DANS UN PANEL

Cina Lawson, la Ministre de l'Économie Numérique prend part au Sommet mondial pour l'action sur l'Intelligence artificielle (IA). Ce sommet de haut niveau se tient au Grand Palais de Paris depuis ce 10 février. Cina Lawson, la ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale anime ce 11 février une conférence en ligne sur l'IA et le développement.

Par Ali SAMBA

Avec ses co-panelistes, ils aborderont la thématique de l'émergence d'une IA africaine souveraine. " Honorée de co-organiser ce 11 février 2025 avec Henri Verdier et l'AFD France, l'événement " L'IA au service du développement : solutions pour un avenir durable et inclusif ", dans le cadre du sommet mondial de l'IA à Paris. Avec nos éminents invités, nous échangerons sur des solutions concrètes adaptées aux réalités des pays en développement et la manière dont l'IA peut aider à relever les défis sociaux, économiques et environnementaux. Vous découvrirez des initiatives inspirantes qui façonnent l'avenir de l'IA dans le développement durable ", a écrit la ministre sur son compte twitter.

Sur le sujet, la ministre avait déjà publié une tribune sur le site internet de la plateforme "Project Syndicate" titrée "La révolution de l'IA est chez elle en Afrique" en Décembre 2024.

Pour Cina Lawson, les systèmes d'IA en évolution rapide ont un immense potentiel pour révolutionner la prestation des services publics et réduire la pauvreté, en débloquent des opportunités économiques pour les économies en développement comme le Togo. Mais pour réaliser pleinement la promesse de ces nouveaux outils, il faut des infrastructures adéquates, telles qu'un approvisionnement en électricité fiable et une connectivité à large bande. Sans ces bases, les technologies les plus avancées du monde resteront hors de portée des communautés qui pourraient en bénéficier le plus.

D'ailleurs, du 13 au 15 novembre 2024, le ministère togolais de l'économie numérique et de la transformation a organisé une conférence internationale sur l'IA à Lomé, réunissant des fonctionnaires, des

chercheurs, des dirigeants de la société civile, des experts internationaux et des étudiants pour discuter du potentiel des technologies émergentes à améliorer les services publics dans les pays en développement. " Ce n'est qu'un début, mais nos ambitions sont bien plus grandes ", a-t-elle dit.

Selon elle, ces dernières années, le Togo a exploité la science des données et les technologies numériques pour améliorer ses capacités d'intervention en cas d'urgence et rendre les services publics plus efficaces, plus rentables et mieux adaptés aux besoins des citoyens. Elle relève qu'en renforçant l'appropriation locale, les gouvernements africains peuvent favoriser une croissance inclusive. " Au Togo, nous travaillons à la création d'un écosystème durable d'expertise locale par le biais d'initiatives telles que le "Togo Data Lab", une collaboration entre le ministère de l'éco-



La ministre Cina Lawson

nomie numérique et de la transformation et le Center for Effective Global Action de l'Université de Californie à Berkeley. Le projet rejoint d'autres institutions africaines de premier plan qui travaillent à positionner l'Afrique à l'avant-garde du développement numérique, comme l'Institut africain des sciences mathématiques et le Partenariat mondial pour les données du développement dura-

ble ", confie-t-elle.

Au Togo, le laboratoire aidera le gouvernement togolais à mettre en place des capacités durables en matière de science des données, ce qui permettra au pays d'utiliser des outils de l'IA pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies. " Les scientifiques des données togolais formés au laboratoire collaboreront ensuite

avec des experts internationaux, garantissant ainsi que les solutions sont portées par des talents locaux dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et de l'environnement... ", renseigne-t-elle.

Cina Lawson fait savoir que le Togo et les pays africains ont fait des progrès remarquables, mais il reste encore beaucoup à faire. Pendant trop longtemps, les pays africains ont été tenus à l'écart de la révolution numérique en raison de capacités techniques limitées et d'infrastructures inadéquates. " Il faut que cela change, et c'est maintenant qu'il faut le faire ", a-t-elle souhaité, invitant la communauté internationale à se joindre à cet effort vital. En faisant appel au secteur privé et en réalisant des investissements ciblés, l'Afrique pourrait devenir un chef de file de l'économie numérique mondiale, et non plus seulement un *participant*.

RECONNAISSANCE:

Mme Hubertine Badagnaki Gnassingbé élevée à la Dignité de Grand Officier de l'Ordre du Mono

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a posé, le jeudi 06 février dernier, un acte de reconnaissance aux œuvres d'une grande personnalité qui a consacré la majeure partie de sa vie, dans l'ombre, au service de la Nation.

Madame Hubertine Badagnaki Gnassingbé a été élevée, jeudi 06 février, à la Dignité de Grand Officier de l'Ordre du Mono.

C'était au cours d'une cérémonie solennelle de décoration, présidée par le Chef de l'Etat,



Faure Gnassingbé, à Pya dans la préfecture de la Kozah, en présence de plusieurs autorités politiques, administratives, religieuses traditionnelles et des membres de la famille.

Ce geste de haute portée à l'endroit de l'épouse de feu le Président Général Gnassingbé, se veut une reconnaissance aux œuvres d'une grande personnalité, qui a consacré la majeure partie de sa vie au service de la Nation, par ses contributions discrètes, et ses conseils aux côtés de Père de la Nation.

@macite.tg



Zozo

MARCHE FINANCIER REGIONAL : LE TOGO A MOBILISE 27,5 MILLIARDS DE FRANCS CFA



Le Trésor public togolais a bouclé, el vendredi 07 février dernier, sa première sortie sur le marché financier régional Umoa-titres.

A la recherche de 25 milliards de francs CFA, via une émission de Bons assimilables du trésor (BAT), le Togo a finalement mobilisé quelque 27,5 milliards de francs CFA.

Pour cette première opération du mois de février, les investisseurs ont proposé une enveloppe de 32,4 milliards, soit un taux de couverture de 129,72%.

Selon la fiche technique de l'opération, les titres émis sont assortis d'un taux d'intérêt multiple, pour une maturité de 91 jours.

Notons que cette nouvelle opération porte à 71,5 milliards de francs CFA, le montant total levé par le Togo depuis ce début d'année 2025. Rappelons que l'objectif fixé pour cette année 2025, est de 332 milliards de FCFA.

@macite.tg

TOGOKARITE : L'ALLIANCE GLOBALE DU KARITE FAIT DON DE MATERIEL AUX COOPERATIVES DE LA FIKATO



Les coopératives de la Filière Karité du Togo bénéficient d'un don de matériel de transformation du karité. Il s'agit des foyers améliorés destinés à réduire la pénibilité de la torréfaction des amandes, étape importante dans le processus de fabrication du beurre de karité. Ce vendredi 07 février 2025, la présidente de la FIKATO et Présidente du Conseil Interprofessionnel de la Filière Karité du Togo, Mme Elisabeth Essodolom Pali-Tchalla, a procédé à la remise symbolique de ces foyers à leurs bénéficiaires au nom de l'Alliance Globale du Karité. La cérémonie s'est déroulée aux Affaires Sociales de Kara, à plus de 400 kilomètres au nord de Lomé.

Pour cette première phase de renforcement des capacités des coopératives dans la transformation du karité, il s'agit des actrices de l'Oti-Sud dans la région des savanes au nord du Togo. Au total dix coopératives représentées par leurs présidentes qui reçoivent les foyers améliorés.

Financé dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Vers des communautés de karité résilientes au climat au Togo et au Burkina Faso", porté par l'Alliance Globale du Karité (AGK), ce matériel indispensable dans la transformation du karité, va également bénéficier à une dizaine de coopératives dans la région Centrale du Togo. En procédant à la remise de ce matériel, la présidente de la FIKATO, Mme Elisabeth Essodolom Pali-Tchalla, en a appelé à un usage judicieux de ces foyers.

"Nous sommes conscients des difficultés que vous éprouvez dans le processus de transformation du karité. Ce matériel vient, à la suite d'autres appuis dont vous avez déjà bénéficiés de l'AGK, vous alléger un peu la tâche dans la torréfaction des amandes. Vous avez fait de la collecte et la transformation du karité votre profession et nous avons l'obligation de vous soutenir afin de vous permettre de gagner le pari de votre autonomisation économique.

C'est ça l'objectif principal que nous poursuivons avec l'appui de l'AGK depuis que nous sommes engagés à changer le visage de cette filière. Je remercie notre partenaire, l'Alliance Globale du Karité, qui nous soutient dans cette dynamique. Ce geste n'est pas le premier et il n'est non plus le dernier.

C'est vous qui assurez la vitalité de cette filière qui contribue significativement à notre essor économique. Je voudrais également exprimer notre gratitude au gouvernement togolais qui, à travers plusieurs mécanismes, contribue à l'amélioration de façon générale à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural.", a déclaré Mme Elisabeth Essodolom Pali-Tchalla, présidente de la FIKATO et du CIFKAT (...)

@macite.tg

ECONOMIE/CCESP:

L'antenne régionale de la Kara installée

Créé en 2017, le Comité de Concertation État-Secteur privé (CCESP Togo), dont le mandat est d'œuvrer à l'enracinement de la culture de dialogue afin de renforcer la confiance mutuelle entre acteurs publics et privés, vient d'installer son antenne régionale de la Kara. C'est pour un maillage du territoire pour l'ancrage réaliste de ce climat de confiance entre l'État et le secteur privé.



Jonas Daou

Jonas DAOU, président de l'Association des Grandes Entreprises (AGET) a salué cette première délocalisation qui va permettre de dynamiser l'envie de créations des entreprises aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. L'installation de l'antenne de la région de kara du CCESP Togo marque ainsi une étape importante dans le déroulement de l'agenda du comité de concertation Etat-secteur privé. " La mise en place, aujourd'hui, du Comité Régional de Concertation de la Kara marque une étape clé dans la concrétisation de la vision du Chef de l'Etat de créer des pôles économiques régionaux dynamiques, capables de porter la croissance inclusive au cœur de nos régions ", a déclaré BANIAB Moyeme, le Secrétaire Exécutif du CCESP Togo.

Au service du développement du secteur privé régional local, le Comité Régional de Concertation de la Kara a pour mission principale de promouvoir un dialogue

public-privé effectif et permanent à l'échelle locale. Il sera le relais des préoccupations des acteurs économiques de la région et jouera un rôle de veille sur les défis et opportunités du tissu entrepreneurial local. " Concrètement, il s'agira, pour le Comité, de Collecter et examiner les préoccupations des entreprises de la région afin de leur apporter des solutions concrètes et adaptées?; Relayer les initiatives gouvernementales, en faveur du secteur privé, en s'assurant qu'elles atteignent efficacement les acteurs économiques locaux?; Créer une culture de dialogue à la base, en favorisant l'écoute et la collaboration entre les différents acteurs ", fait-on savoir.

Parmi les réformes majeures récemment mises en œuvre, figurent : La modernisation du cadre légal et réglementaire des investissements ; la numérisation des services publics, notamment à travers le cadastre numérique et la digitalisation des procédures fis-

cales?; l'amélioration de la justice commerciale, qui offre désormais une plate-forme moderne, transparente et accessible aux entreprises?; le développement des infrastructures clés, notamment à travers la Plate-forme Industrielle d'Adétikopé, qui est un pilier central de la stratégie d'industrialisation du pays.

Les comités régionaux se composent des Gouverneurs de régions, des préfets, des élus locaux et régionaux, des responsables régionaux de l'Administration publique, des structures publiques, parapubliques ainsi que les représentants du secteur privé, sous la présidence des Gouverneurs de régions.

Pour le ministre de l'économie et des finances, Essowè Barcola, la mise en place, du Comité Régional de Concertation de la Kara marque une étape clé dans la concrétisation de la vision du Chef de l'Etat de créer des pôles économiques régionaux dyna-

miques, capables de porter la croissance inclusive au cœur de nos régions. " Je suis convaincu que ce comité sera un levier puissant pour renforcer la compétitivité des entreprises de la région de la Kara et en faire des moteurs de la transformation économique de notre pays. Mesdames et Messieurs, membres du comité régional, votre rôle est essentiel pour bâtir un cadre de collaboration durable entre l'État et les entreprises locales ", a-t-il dit.

Selon lui, le Comité Régional de Concertation de la Kara sera le relais des préoccupations des acteurs économiques de la région et jouera un rôle de veille sur les défis et opportunités du tissu entrepreneurial local. Ainsi, porté par sa Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025, le Togo poursuit de manière ordonnée, et inclusive, sa trajectoire vers l'émergence.

Pour maintenir la dynamique positive impulsée depuis plusieurs années, le Togo a pris l'option d'un partenariat de confiance avec le monde de l'entreprise. La vision des plus hautes autorités togolaises, est de faire émerger un secteur privé dynamique et diversifié, un secteur privé qui s'engage, et qui amplifie son impact sur l'économie nationale, voire au-delà de nos frontières. Un des leviers pour concrétiser cette vision est la mise en place d'un cadre structuré de dialogue public privé, le Comité de concertation État secteur privé, (CCESP Togo).

ECONOMIE :

Finalisation du manuel d'élaboration du Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG)

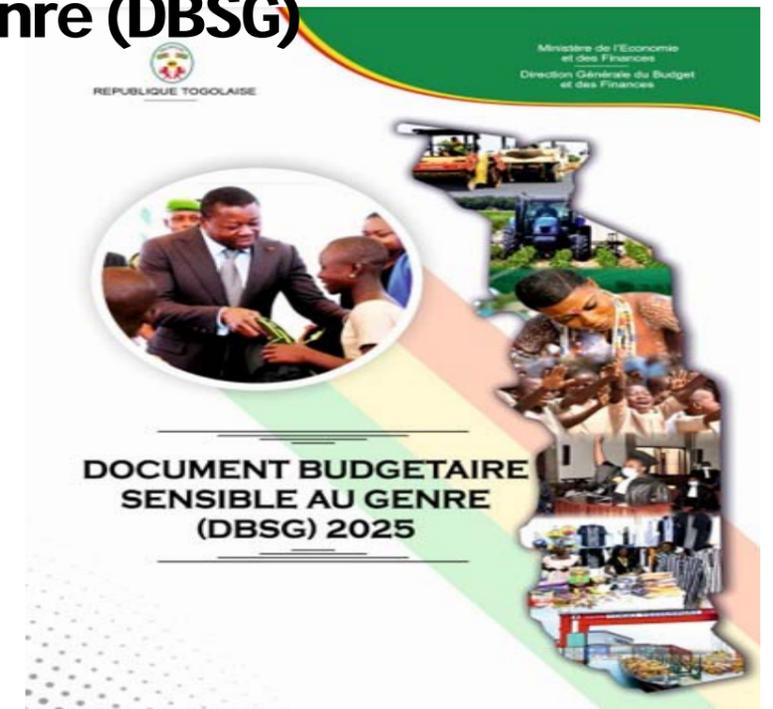
Pour une meilleure application des principes d'équité et d'égalité pour tous, le gouvernement a jugé nécessaire de veiller à ce que les processus de planification, de programmation et de budgétisation, de mise en œuvre, ainsi que de suivi-évaluation des programmes et projets des ministères et institutions publiques soient mieux envisagés et menés de manière à assurer l'intégration effective du genre. Pour ce faire, il élabore un Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG).

Il s'agit de la prise en compte des besoins et aspirations différenciées des hommes et des femmes dans les politiques, programmes et projets de développement, moteur de développement durable.

Ainsi, en lien avec l'Axe 3 :

moderniser le pays et renforcer ses structures " de la Feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025, le Programme de Modernisation de l'Administration Publique pour la Délivrance des Services (PMADS) a été initié avec l'appui de la Banque mondiale et a pour objectif global, d'améliorer l'efficacité des services publics afin d'accompagner la croissance économique et de répondre aux besoins sociaux des populations.

Au ministère de l'économie et des finances, on indique que ce programme répond ainsi, aux défis de la transformation et de la modernisation de la gouvernance administrative à travers deux axes stratégiques : le renforcement des ressources humaines et des structures publiques, visant à optimiser les performances des institutions étatiques et ; l'amélioration de l'efficacité de la gestion des dépenses publiques avec pour objectif de renforcer l'efficacité de la gestion de dépenses publiques, avec l'objectif sous-



lioration de l'efficacité de la gestion des dépenses publiques avec pour objectif de renforcer l'efficacité de la gestion de dépenses publiques, avec l'objectif sous-

jaçant d'assurer une prestation efficace, efficiente et économique des services publics.

Pour améliorer le manuel d'é-

Suite à la page 6

INFRASTRUCTURES :

Tchaoudjo, aux bons soins de Faure Gnassingbé

Le grand marché de Sokodé, Lau cœur de l'activité économique de la région centrale du Togo, a officiellement rouvert ses portes après une vaste rénovation. Depuis le 16 janvier 2025, les marchands et habitants de la ville profitent d'une infrastructure flamboyante neuve, fruit d'un investissement de près de 2 milliards de francs CFA.

Le chef de l'État, Faure Gnassingbé, met un point d'honneur à investir dans des projets structurants capables de créer des opportunités pour les populations locales. La rénovation du marché de Sokodé en est encore la preuve. Avec le soutien gouvernemental, Sokodé se dote d'un outil puissant pour son développement économique.

Cette modernisation s'inscrit dans le cadre des phases 1 et 2 du Programme d'appui à la décentralisation (PAD), cofinancé par l'Allemagne à travers la coopération financière (KfW). Pilotés par l'Agence d'exécution des travaux urbains (Agetur), les travaux ont permis d'offrir aux commerçants un espace repensé et adapté aux exigences du commerce moderne.

Des équipements modernes pour une meilleure accessibilité

La rénovation du marché s'est traduite par la construction de plusieurs bâtiments modernes aux normes architecturales et environnementales contemporaines. L'infrastructure principale, d'une emprise de 2 025 m² et élevée sur deux niveaux, accueille 36 boutiques et 508 espaces de vente. Un



Inauguration du grand marché moderne de Sokodé

second bâtiment annexe, également sur deux niveaux, dispose de 44 boutiques et 128 espaces de vente. Un troisième bâtiment, d'une superficie de 1 168 m², abrite 180 boutiques ainsi qu'un bloc administratif composé de 2 bureaux et d'une salle de réunion.

Mais au-delà des espaces de commerce, l'infrastructure intègre des services essentiels : un bureau de police, un poste de sapeurs-pompiers et une infirmerie. Pour assurer le confort des usagers, 4 halls et 2 hangars pouvant accueillir 176 vendeurs ont été aménagés. Les marchands bénéficient également d'un magasin de stockage de 400 tonnes, d'espaces de vente non couverts et de deux blocs sanitaires comprenant 4 cabines chacun.

L'assainissement a également été pris en compte avec la construction d'une bache à eau de 40 m³, un château d'eau de 8 m³, ainsi que des collecteurs et caniveaux d'un linéaire de 1,2 km pour une gestion optimale des eaux pluviales. Mais aussi, avec l'installa-

tion d'un poste transformateur de 250 KVA, les commerçants bénéficient d'un accès à une énergie stable. De plus, la mise en place d'une connexion Internet ouvre la voie à la digitalisation du commerce, permettant aux marchands de vendre leurs produits en ligne et d'attirer une clientèle plus large.

Une impulsion économique pour Sokodé et ses environs

L'ambition derrière cette modernisation s'inscrit dans la vision du président Faure Gnassingbé et du gouvernement de faire du Togo une nation moderne et économiquement dynamique où chaque localité bénéficie d'équipements modernes pour un développement harmonieux. La ministre du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani a témoigné, au nom des acteurs du commerce, sa reconnaissance au chef de l'État pour sa politique de création des pôles régionaux de croissance, de proximité et son sens aigu d'écoute permanente pour satisfaire les

besoins vitaux des populations. " La présence du chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé à cette cérémonie démontre une fois de plus sa proximité avec les populations à la base et les différentes couches socioprofessionnelles du pays. C'est également la preuve manifeste de la mise en œuvre progressive de l'agenda politique et socioéconomique du Président de la République et de sa vision d'un Togo en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable " a-t-elle déclaré.

L'impact de ce marché sur l'emploi et l'autonomisation économique est indéniable. Il favorisera la création de nombreux emplois, notamment pour les femmes et les jeunes, tout en améliorant les conditions de travail des commerçants. L'ouvrage est aussi destiné à promouvoir l'entrepreneuriat féminin et à favoriser l'autonomisation économique et financière des femmes, qui représentent une part significative des acteurs économiques dans cette région. A cet effet, les bénéficiaires représentés par la présidente des femmes du marché, Mme Amina Gado, ont remercié le chef de l'État pour la mise en service de cette infrastructure marchande et d'autres réalisations qui répondent à leurs attentes.

En 2024, d'autres marchés, comme ceux de Tsévié et de Kpélé, ont été construits. Le marché moderne de Kpélé, par exemple, a nécessité un investissement de 1,5 milliard de francs CFA.

ALI SAMBA

AGRICULTURE :

Distribution des kits d'intrants et de petits matériels agricoles à 5500 producteurs maraîchers

Un kit composé de semences (oignon, tomate et piment), d'un pulvérisateur, de 2 arrosoirs, d'une binette, d'une brouette, du biopesticide, du biofertilisant, d'une pelle, d'un râteau, d'une houe et d'une daba, a été distribué aux 5500 producteurs maraîchers du Togo (dont 2475 femmes) dans le cadre du financement additionnel du GAFSP. Il est prévu également des motopompes au profit des groupes solidaires dynamiques afin de leur permettre de mieux s'approvisionner en eau pour satisfaire les besoins des cultures.

Cette action du FSRP vise à renforcer la résilience des populations agricoles vulnérables par l'amélioration de leur productivité



Des kits et intrants pour les producteurs maraîchers

té à travers l'utilisation des outils et intrants de qualité. Selon le coordonnateur opérationnel délégué du FSRP, ces appuis du FSRP sont un engagement fort des plus hautes autorités togolaises à soutenir et à renforcer le secteur agricole dans

son ensemble et par ricochet, contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. " C'est alors le moment idéal de vous encourager à faire un bon usage de ces appuis qui doit vous permettre d'être désormais autonome ", a-t-il déclaré à

lemedium2013@yahoo.fr

l'endroit des bénéficiaires qui assistaient à la remise symbolique des kits d'outils de maraîchage aux producteurs maraîchers dans le village d'Akparé dans la préfecture de l'Ogou qui marque le début de l'opération de distribution des kits d'intrants et de petits matériels agricoles au profit de producteurs maraîchers identifiés dans les six régions agricoles du pays.

Il faut relever que le maraîchage est l'un des sous-secteurs de l'agriculture dont les produits contribuent essentiellement à assurer la sécurité alimentaire à la population tant en milieu rural qu'urbain. Un conseil interprofessionnel et les plates-formes d'innovation de tomate et d'oignon

Suite à la page 6

Zozo

CAMPAGNE / ELECTIONS SENATORIALES DU 15 FÉVRIER
PROCHAIN : LES CADRE UNIR DE BASSAR DESCENDENT
DANS L'AREINE



Départ à Bassar officiellement le vendredi 7 février dernier avec plusieurs rencontres, la campagne électorale pour les élections sénatoriales du 15 février prochain a connu une première journée bien remplie. L'essentiel du programme de cette première journée, a été la rencontre des grands électeurs dans les communes Bassar 1 et Bassar 2, en présence de plusieurs cadres du parti Union pour la République (UNIR) dont le Prof Tehim Darré, en qualité de superviseur de la campagne, les députés Yawanké Waké Gbati, Hatim Tchaboré, l'ancien ministre Gnofam, M. Kodjo Gnambi Garba, le candidat Djato Tassounti et bien d'autres.

Dans les deux communes Bassar 1 et 2, les Maires responsables des structures de base, les cadres et militants du parti de la préfecture de Bassar ont échangé sur l'importance et la nécessité de se mobiliser pour une participation en masse à ces élections.

Les différentes interventions ont porté sur la nécessité de soutenir le Chef de l'État, Faure Gnassingbé, dans la mise en place des institutions de la 5ème République, dont la Chambre Haute qu'est le Sénat.

Le candidat Djato Tassounti et sa suppléante, Mme Yohou Wombrou Colette ont été présentés aux grands électeurs par le Directeur de campagne, l'honorable Yawanké Waké Gbati, qui a délivré le message de campagne aux élus locaux.

Cette première journée a permis également à Kodjo Gnambi Garba, Avocat général près la Cour Suprême du Togo, d'entretenir les grands électeurs sur les notions de la 5e République et l'importance des élections sénatoriales par Kodjo Gnambi Garba.

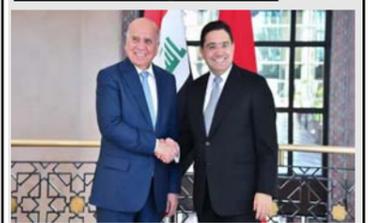
Marin Tchouroua, pour sa part, présenté les grandes lignes des institutions de la République et le rôle des Sénateurs dans la 5e République. Ces deux communications ont permis aux élus locaux d'approfondir leurs connaissances, après les échanges avec les communicants.

L'essentiel du message du candidat a porté sur l'union des filles et fils Bassar, pour un développement harmonieux de la préfecture. Le Gal Djato a appelé la population de Bassar à plus de cohésion, à la tolérance et au changement de mentalités pour bâtir un Bassar et un Togo unis forts et prospères.

Il a, par ailleurs, attiré l'attention de tous sur le problème de sécurité, en appelant les populations à la vigilance dans l'optique de démasquer les auteurs des actes criminels dans les communautés pour préserver la paix et la sécurité au Togo.

@mactv.tg

SAHARA MAROCAIN : L'IRAK SE FÉLICITE DE LA DYNAMIQUE INTERNATIONALE EN FAVEUR DU PLAN D'AUTONOMIE POUR LE RÈGLEMENT DE CE DIFFÉREND



Présent à Rabat, dans le cadre d'une séance de travail avec son homologue marocain, Nasser Bourria, le vice-Président du Conseil des ministres et chef de la diplomatie irakienne, Fuad Hussein, a réaffirmé, samedi 08 février dernier, la position constante de son pays quant à la marocanité du Sahara. Le vice-Président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères d'Irak, Fuad Hussein, a eu, le samedi 08 février 2025 à Rabat, une séance de travail avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourria.

Lors d'un point de presse à l'issue de ces travaux, le chef de la diplomatie irakienne a, dans un communiqué conjoint adopté par les deux parties, réitéré la position constante de soutien de la République d'Irak à l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc, sur l'ensemble de ses provinces du sud.

" La République d'Irak a réitéré, samedi, sa position constante de soutien à l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc, se félicitant de la dynamique internationale en faveur du Plan d'autonomie pour le règlement du différend autour du Sahara marocain ", a martelé M. Fuad Hussein.

Le chef de la diplomatie irakienne a saisi également l'occasion pour saluer " les efforts déployés par le Maroc en vue de parvenir à une solution politique réaliste, basée sur le consensus, conformément aux résolutions y afférentes du Conseil de sécurité de l'ONU "

@mactv.tg

ECONOMIE :**Finalisation du manuel d'élaboration du Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG)**

laboration du DBSG, mis en œuvre depuis l'année dernière (2024), les principaux acteurs concernés par le sujet examinent le document depuis quelques jours. Il s'agit de revoir le canevas et de valider le manuel d'élaboration du DBSG, référence sur la conception et les pratiques d'étiquetage des dépenses en fonction du genre dont le canevas sera annexé à la lettre de cadrage. " L'atelier vise plus spécifiquement à : Présenter le projet du

manuel d'élaboration du Document du Budget Sensible au Genre (DBSG) et le faire examiner par les différentes parties prenantes ; Réviser le canevas en vue de son amélioration ; Procéder à l'approbation du manuel par validation ", fait-on savoir.

Entamée en 2021 et mise en œuvre en 2022, la budgétisation sensible au genre se veut pérenne et traduit la vision pragmatique de SEM Faure Essozimna

GNASSINGBE, Président de la République, d'accorder une place de choix au genre dans tous les projets et politiques de développement. Pour l'exercice 2024, le Gouvernement a élargi le champ des entités étatiques concernées par la planification et la budgétisation sensibles au genre. D'une (1) institution et de huit (8) ministères en 2023, le nombre des entités impliquées dans l'élaboration du Document budgétaire sensible au genre (DBSG) est passé à quinze (15) en 2024.

L'extension de ce processus répond davantage aux besoins de la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, de la lutte contre les stéréotypes liés au sexe, de la protection de l'intégrité et de la dignité des femmes ainsi que de leur autonomisation sur tous les plans. Aussi, la lettre de cadrage budgétaire préconise la prise en compte dans le DPBEP 2024-2026 des dépen-

ses prévues pour le genre. Cet effort d'allocation budgétaire consenti par le ministère de l'économie et des finances devra se poursuivre au niveau sectoriel. Dans le budget genre 2024, la sensibilité du budget de l'Etat en matière d'équité et d'égalité de genre a été examinée à travers la dotation de la cour des comptes (CdC) et les programmes des quatorze (14) ministères. En termes de poids budgétaire, les dépenses sensibles au genre dans le budget 2024 pour la CdC et les quatorze (14) ministères couvrent environ 0,04% du budget général, soit environ 30,5 milliards FCFA.

En 2025, le nombre des entités appelées à élaborer le DBSG est passé à neuf (09) institutions et trente (30) ministères. Les prévisions des dépenses globales genre en 2025 sont estimées dans les mêmes proportions que 2024 (30,53 milliards FCFA), variant

de 37,65% à 0,01% selon les structures.

Les autorités affirment qu'actuellement, le Togo dispose d'un noyau d'experts en BSG pour appuyer le processus d'élaboration du DBSG. De plus, chaque département ministériel et institution de la République bénéficie d'une ligne budgétaire pour la réalisation des activités en lien avec le genre. Le nombre des premiers responsables ainsi que l'ensemble du personnel des structures publiques sensibles au genre ne cessent d'être grandissants. Cet acquis conforte l'esprit de la prise en compte de l'approche genre. Aussi, tous les ministères s'efforcent d'avoir, au niveau de leurs différents services centraux et déconcentrés, des points focaux genre pour appuyer la cellule focale genre dans sa mission.

Koudjoukabalo

AGRICULTURE :**Distribution des kits d'intrants et de petits matériels agricoles à 5500 producteurs maraîchers**

Suite de la page 5

regroupent des productrices et producteurs, les transformatrices et transformateurs, des commerçantes et commerçants grossistes spécialisés dans la production et commercialisation de produits maraîchers.

Depuis leur création, ils œuvrent pour l'amélioration des conditions de travail de ses acteurs de la chaîne, la promotion de pratiques agricoles, commerciales équitables et durables, et le renforcement de leur contribution à l'économie locale et régionale. Le conseil interprofessionnel, les plateformes d'innovation de tomate et d'oignon et l'UCGMAL (Union des Coopératives, des Commerçantes et Commerçants Grossistes des Produits Maraîchers de Lomé) sont des acteurs clés dans le secteur maraîcher au Togo et jouent un rôle essentiel dans la chaîne d'approvisionnement et de commercialisation des produits maraîchers. Ils reçoivent des soutiens divers du FSRP.

Initié dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de la région, le Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA/FRSP) vise à accroître la préparation à l'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du programme. Trois domaines d'intervention : Soutenir la base productive du système alimentaire en investissant dans l'agriculture climato-intelligente au niveau des exploitations et des paysages ; promouvoir un environnement favorable au développement de la chaîne de valeur et au commerce intrarégional, renforcer la capacité régionale à gérer les risques agricoles.

Au Togo, la composante 1 du programme vise, l'amélioration de la capacité régionale et nationale à fournir des services d'information fiables sur la vulnérabilité, la nutrition et la sécurité alimentaire ; la réorganisation et amélioration des mécanismes régionaux et nationaux de surveillance et de gestion des ravageurs et des maladies (Renforcement du système de gestion des nuisibles) et le renforcement de la collaboration régionale pour la prévention des crises alimentaires.

L'Amélioration de la production d'informations agro-hydro-météorologiques, l'appui à la fourniture et à l'utilisation à temps réel d'informations agro-hydro-météorologiques essentielles aux principaux utilisateurs, et le renforcement de la viabilité financière et institutionnelle des institutions régionales et nationales qui fournissent des informations agro-hydro-météorologiques sont aussi visés.

L'année dernière déjà, dans le cadre de l'appui additionnel du GAFSP, le FSRP TOGO avait acquis des kits d'intrants composés de semences certifiées de variétés améliorées de maïs (maïs biofortifié), niébé, soja, riz et d'autres intrants (fertilisants, pesticides, etc.) au profit de 28 362 producteurs agricoles sélectionnés prioritairement au niveau des organisations de producteurs (OP) et des sites aménagés dont les ZAAP et les bas-fonds.

La Rédaction



OBSERVATOIRE TOGOLAIS DES MEDIAS

COMMUNIQUÉ**Relatif à la prorogation du délai de dépôt des productions dans le cadre du concours médiatique OTR-OTM**

L'Observatoire Togolais des Médias (OTM) informe les professionnels des médias désireux de participer au concours de production médiatique conjointement organisé avec l'Office Togolais des Recettes (OTR) sur le thème : « Les réformes majeures de l'OTR de 2014 à 2024 » que la date limite de dépôt des productions initialement fixée au 31 janvier 2025, est repoussée au 28 février 2025 à 17h.

Ce concours vise à encourager et récompenser les meilleures productions journalistiques mettant en lumière les réformes engagées par l'OTR au cours des dix dernières années.

Les journalistes intéressés disposent donc d'un délai supplémentaire pour finaliser et soumettre leurs productions.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter l'OTR ou l'OTM aux adresses habituelles.

Fait à Lomé, le 04 février 2025

Le Président de l'OTM,

Fabrice PETCHEZI

Tes 6 premiers transferts GRATUITS*



*6 transferts gratuits par jour
1% de frais à partir du 7ème transfert

mixx

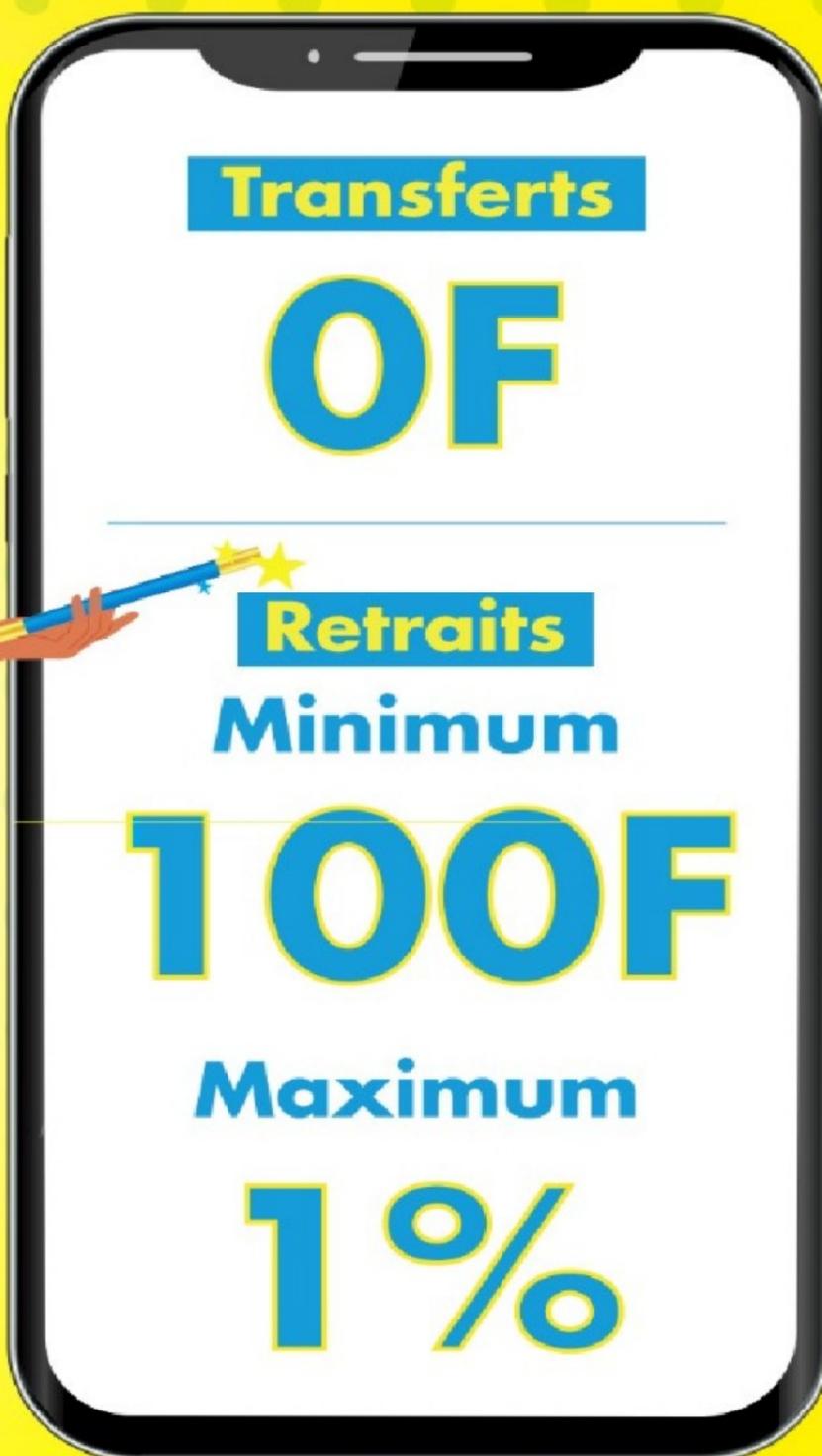
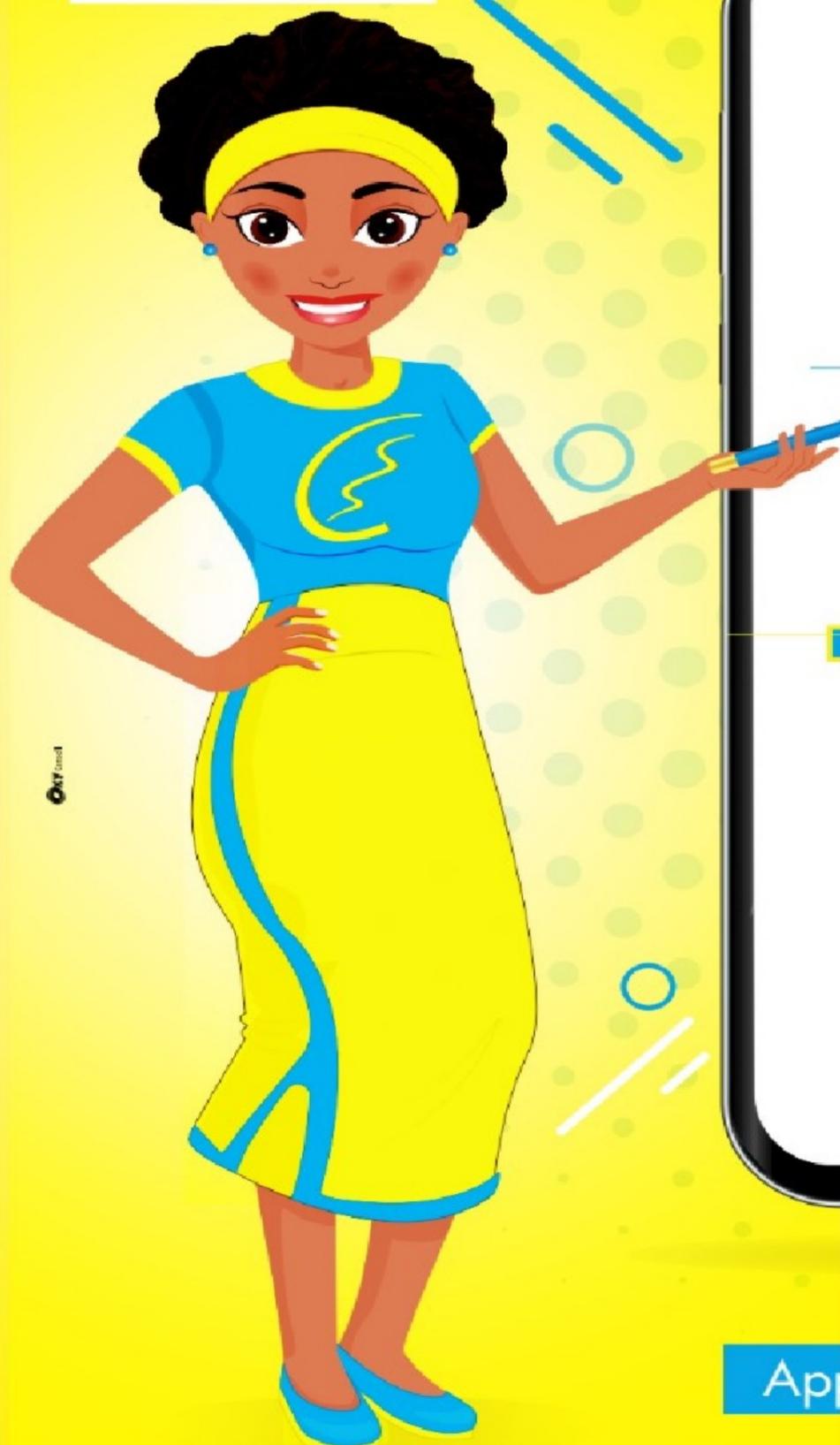
By 

 IB bank Togo
banque émettrice



CORIS MONEY
Simple et cool !

Avec Coris Money



Transferts

OF

Retraits

Minimum

1000F

Maximum

1%

offre soumise à conditions

Appelez votre banque au **8283**

www.corismoney.com

Disponible gratuitement sur



SIMPLE & COOL

par

